

Mercosur, Australie, l'UE joue le libre-échange



Le premier ministre australien, Anthony Albanese, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à Canberra, le 24 mars. DAVID GRAY/AFP

Virginie Malingre

La Commission européenne a annoncé avoir signé un nouvel accord commercial, cette fois avec Canberra

BRUXELLES - *bureau européen*

Dans un monde où les Etats-Unis sont de plus en plus protectionnistes et où l'offensive chinoise pour conquérir de nouveaux marchés est sans précédent, l'Union européenne (UE) s'est lancée dans une course effrénée aux traités de libre-échange. Malgré les réticences en Europe, car ces nouveaux accords peuvent lui donner accès aux matières premières critiques dont elle manque tant, quand Pékin comme Washington n'hésitent plus à instrumentaliser ses dépendances.

Lundi 23 mars, la Commission, qui, en matière commerciale, officie au nom des Vingt-Sept, a ainsi annoncé que le traité de libre-échange entre l'UE et les quatre pays fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay) entrerait en vigueur dès le 1^{er} mai, sans attendre sa ratification par le Parlement européen. Au même moment, sa présidente, Ursula von der Leyen, était en Australie, où elle s'apprêtait à conclure un autre accord.

Après le Mercosur et l'Inde, c'est « une véritable *“trilogie commerciale”* », s'est-elle félicitée, dans une tribune publiée par plusieurs journaux européens, dont *Ouest-France*, avant de retrouver à Canberra, mardi, le premier ministre australien, Anthony Albanese, et d'y acter la fin des négociations. Ce texte doit maintenant être traduit en termes juridiques, avant d'être ratifié par les Etats membres et le Parlement européen.

Colère des agriculteurs

Dans le cas de l'Australie aussi, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a eu pour effet de relancer les échanges entre les deux parties, qui avaient commencé en 2018 et avaient achoppé en 2023, sur les quotas d'importation d'agneaux et de bœufs sur le Vieux Continent accordés à l'Australie. « *Dans un monde marqué par les conflits et la coercition économique* », l'UE cherche à nouer « *des partenariats solides et diversifiés avec des alliés de confiance* », martèle Ursula von der Leyen, qui insiste sur la démocratie fiable qu'est l'Australie.

L'accord avec Canberra renforcera les liens avec la région indo-pacifique, il « *mettra fin aux droits de douane sur la plupart des échanges entre l'UE et l'Australie et pourrait faire augmenter le PIB européen de 4 milliards d'euros d'ici à 2030* », poursuit-elle. Mais c'est sur l'accès qu'il garantit aux précieuses matières premières stratégiques de l'Australie, à commencer par le lithium, le cobalt, les terres rares ou le manganèse, indispensables à la transition verte de l'économie européenne, que Bruxelles insiste plus encore.

Soucieuse de ne pas attiser la colère des agriculteurs, notamment en France, où l'accord avec le Mercosur rassemble contre lui tous les partis politiques et a laissé des cicatrices, la Commission a limité les volumes de vente avec des droits de douane réduits au sein de l'Union pour le bœuf (30 600 tonnes par an), l'agneau, mais aussi le sucre, le riz et les produits laitiers australiens. Elle a prévu des « *clauses de sauvegarde* », si les importations agroalimentaires australiennes devaient s'envoler. « *L'agriculture ne peut pas, une fois de plus, être traitée comme une monnaie d'échange pour obtenir des gains dans d'autres secteurs* », a néanmoins prévenu Massimiliano Giansanti, le président de la COPA-Cogeca, un regroupement d'organisations syndicales et professionnelles agricoles européennes.

N'ayant pas obtenu ce qu'elle souhaitait dans le secteur agricole, l'Australie a décidé de maintenir une taxe sur les voitures de luxe européennes que l'Allemagne aurait bien voulu voir disparaître. Berlin peut toutefois se féliciter que l'accord avec le Mercosur, qui devrait largement profiter à BMW, Mercedes ou Volkswagen, entre en application en mai, sans avoir au préalable été adopté par le Parlement européen. Les eurodéputés ont, en effet, décidé, lors d'un vote très serré en janvier, de saisir la Cour de justice de l'UE à son sujet et d'attendre la décision des juges.

Face à la perspective d'être coincée pendant plusieurs mois et à la demande des Etats membres, à commencer par Berlin et Madrid, la Commission avait déjà annoncé, le 27 février, son intention d'agir sans attendre, ce à quoi les traités l'autorisent. Lundi, elle a précisé son calendrier. Dès lors que l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay ont déjà ratifié le traité de libre-échange – le Paraguay devrait suivre dans les prochains jours –, elle n'avait plus aucune raison de différer encore sa décision. Il s'agit donc d'une application provisoire, qui sera confirmée ou invalidée par un vote à venir à Strasbourg.

Quoi qu'en décident in fine les élus de Strasbourg, le 1^{er} mai, soit vingt-six ans après le début des négociations entre l'UE et le Mercosur, les échanges seront largement libéralisés entre ces deux espaces économiques qui représentent, ensemble, un marché de plus de 700 millions d'habitants. « *Je suis impatient de voir cet accord réaliser tout son potentiel, renforcer notre économie et consolider notre position dans le commerce mondial, tandis que nous finalisons toutes les procédures démocratiques* », a commenté le commissaire au commerce, Maros Sefcovic. Dans la « *trilogie commerciale* » d'Ursula von der Leyen, il y a aussi l'accord que l'Union et l'Inde ont scellé le 27 janvier. Il crée une union commerciale de deux continents qui représentent le quart du produit intérieur brut mondial.

Echaudée par le précédent du Mercosur – vivement combattu à Paris et clivant au Parlement européen –, la Commission a pris soin de limiter le champ des polémiques. Elle a, par exemple, exclu des discussions les produits agricoles les plus sensibles, comme le bœuf, le riz, le soja ou les produits laitiers. Elle a aussi refusé de céder aux pressions de New Delhi, qui souhaitait une exemption de la taxe carbone aux frontières européennes, notamment pour son acier. Comme dans le cas australien, le projet de traité doit encore être ratifié par les Vingt-Sept et le Parlement européen.